



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie de mai 2021¹

L'éveil décisif de l'Afrique : il n'y a pas d'autre choix que l'espérance / Evelyne Stirn et Olivier Stirn
Éd. Harmattan, 2019
Cote : 63.545

Il ne fait aucun doute que le continent africain constitue un marché potentiel significatif pour l'Occident, et pour le monde entier en général. Mais alors qu'il y a peu, elle était malgré tout délaissée par la mondialisation car, considérée comme « une cause perdue » de l'économie internationale, depuis quelque temps cependant, les études abondent sur le rôle prépondérant que l'Afrique est désormais appelée à jouer dans le futur, ainsi que sur les rapports des forces multiples qui s'y déploient pour que cette évolution pèse à leur profit.

C'est ainsi que sous le titre *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents*, plus d'une quinzaine de chercheurs et professeurs reconnus, issus d'universités européennes, africaines, latino-américaines, se sont livrés à des réflexions portant sur les relations entre une série d'acteurs émergents (Brésil, Chine, Inde, Russie, Turquie, Afrique du Sud) et l'Afrique que courtisent également les puissances industrielles traditionnelles.

C'est qu'avec les stratégies d'interventions qu'ils mettent en œuvre depuis le début des années 2000, les pays émergents rivalisent donc de plus en plus avec les puissances industrielles qui n'arrêtent pas non plus de courtiser l'Afrique, au point que les puissances traditionnelles (États-Unis, Europe) ne sont pas loin d'assez fortement s'inquiéter de se voir plus ou moins évincer de leur influence sur le devenir du continent noir.

L'Afrique semblant être ainsi devenue un champ privilégié pour l'action des émergents, d'où le puissant intérêt de *L'Eveil décisif de l'Afrique* d'Evelyne et Olivier Stirn qui, tout en mettant l'accent sur la certitude que l'Afrique, dont ils se proclament amoureux, sera appelée dans les dix prochaines années à un développement économique décisif, sont tout aussi fermes dans leur intime conviction que la France, loin de voir son influence décliner, continuera plutôt à y jouer un rôle de tout premier plan.

Les deux auteurs sont d'autant plus crédibles dans leurs affirmations qu'ils connaissent tout particulièrement le continent. Evelyne, en tant qu'avocate internationale, ayant accompli pour une bonne part sa carrière en Afrique où elle est née dans la partie maghrébine (Maroc), Olivier, lui, en tant que personnalité de renom ayant exercé durant toute la Cinquième République des fonctions, souvent ministérielles, marquées par un intérêt sans cesse accru pour l'Afrique où il



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](#) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](#).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

a conduit trois États à l'indépendance, les deux francophones Djibouti et les Comores et l'anglophone Namibie.

Certes, il n'a pas échappé au couple que « l'Afrique est devenue à la mode et suscite l'engouement des États-Unis, de la Russie, du Japon, de la Chine, de l'Inde et de l'Europe », et que « le monde entier clame son désir d'investir en Afrique et de participer ainsi à l'émergence du continent noir ».

Aussi, dans leurs analyses de cette émergence inéluctable de l'Afrique, dont le développement est, à leurs yeux, « une condition de l'équilibre mondial », les auteurs distinguent, d'une part la capacité des Africains à développer eux-mêmes leur continent qu'ils considèrent comme « la puissance émergente du XXI^e siècle », et, d'autre part, les divers phénomènes qui lient très fortement la France (et aussi l'Europe) et l'Afrique et qui permettront à cette dernière de mieux affermir sa montée en puissance.

Du côté des capacités et ressources propres au continent, ils mettent tout d'abord en avant la jeunesse de l'Afrique (dont la population sera de deux milliards et demi d'habitants dans vingt-cinq-ans) qui compte 45% de jeunes de moins de 25 ans ; « (représentant) le levain qui fait lever la pâte », « cette jeunesse est, à leurs yeux, un atout considérable à condition de renforcer les structures d'éducation et de santé et d'organiser leur arrivée sur le marché du travail ». « Il suffit, ajoutent-ils, de (les) former afin qu'ils aient à cœur de développer leur continent qui deviendra, (ils n'en doutent pas), l'égal des autres géants, États-Unis, Europe, Chine, Inde ». Ceci dit, il ne leur manque pas cependant d'observer que dès maintenant déjà, « de mieux en mieux formés, audacieux et fiers de leur identité », « des générations de jeunes Africaines et Africains se lèvent ! ».

A côté des jeunes, Evelyne Stirn insiste beaucoup, dans le cadre du processus de développement en grande puissance mondiale de l'Afrique, sur le rôle particulier des femmes qui « sont les fondatrices et les gardiennes de chaque famille en Afrique dans les plus reculés des villages brousse et dans les villes ».

« Modèles d'espérance », « jamais, à ses yeux, elles ne perdent foi en l'avenir et c'est avec cette force qui en fait des interlocutrices essentielles pour la construction quotidienne de cette Afrique qui se développe, de cet immense Continent dont la population va doubler d'ici 30 ans ». Par ailleurs, alors que l'égalité avance en Afrique, elle pense aussi que les femmes « jouent un rôle déterminant dans la lutte pour l'éducation, la santé, et aussi contre la pauvreté ».

Après avoir mis l'accent sur les importantes ressources humaines que constituent les jeunes et les femmes appelées à jouer un rôle primordial dans la perspective de magnifique évolution du continent vers le futur, notre brillante avocate amoureuse de l'Afrique ne se lasse pas de s'émerveiller de « la générosité absolue » de la nature africaine dont elle est passionnée et qu'elle évoque ainsi sur le mode poétique : « sous-sols si divers et si riches, terres agricoles à féconder, forêts immenses, fleuves sans fin, océans, lumières, soleil, hommes et femmes avides de prendre leur chance ».

Dans sa conviction que la nature « est une source inépuisable de vérités et de réponses à nombre de nos questions », elle avoue de ne jamais manquer « une occasion de prier les responsables



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

politiques et économiques africains de prendre soin des trésors que leur continent abrite : faune, flore, paysages uniques ». Car, « il serait inique, juge-t-elle, de ne pas exploiter avec discernement et sagesse (ces trésors) afin d'apporter un bien-être durable aux hommes et femmes qui y vivent ».

« Rien, selon elle, ne doit conduire (les responsables africains) à brader les fabuleuses richesses de leur sous-sol, levier déterminant de leur développement économique ». « C'est pourquoi, encore poursuit-elle, il faut se battre pour (qu'ils) ne se laissent pas coloniser par aucune grande puissance, mais traitent avec chacune, en n'oubliant jamais les trésors multiples et fragiles de cette terre de feu ».

Il est à noter que cette mise en garde contre les interventions des grandes puissances ne vise guère moins, comme il convient de le rappeler, les entreprises des émergents qui ont scellé des relations avec leurs pairs en créant des « clubs de puissance », tels que l'IBSA (Inde, Brésil, Afrique du Sud) ou le BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), lequel a établi un fond commun pour le financement des projets de développement dans les pays pauvres. Parmi les participants du BRIC, les auteurs dénoncent tout particulièrement les manœuvres de la Chine qui « veut mettre la main sur les matières premières pétrolières, gazières, minérales et forestières (du continent noir) qui en regorgent et dont il a besoin pour son développement fulgurant, car les 1,4 milliard de Chinois ont découvert la passion de la consommation après des siècles de frugalité ». Ils invitent donc les Africains à déjouer cette menace de monopole chinois sur leurs ressources naturelles, laquelle menace doit céder la place à un partenariat économique et financier multilatéral.

Par ailleurs, observant que « lorsqu'un peuple a goûté à la liberté, à la prospérité même relative, à l'audace de se construire une vie bonne, il ne recule plus », les deux époux soulignent - autre élément favorable au développement africain -, le réveil des sociétés civiles qui, « encouragées par les diasporas [notamment celles vivant en France, en Belgique, aux États-Unis], joueront dans l'avenir un rôle croissant et souvent décisif dans les processus d'accélération de ces évolutions ».

Et là encore, les auteurs - qui pensent notamment que la lutte contre la corruption est à l'actif de la société civile « l'un des grands combats (...) dont le succès sera gage de prospérité économique plus rapide et équitable » - y voient l'influence déterminante des jeunes Africains qui « ont désormais accès à un savoir que certains dirigeants politiques tentaient de leur dissimuler ».

Aussi, quoiqu'il en soit, « ce qui, d'après les auteurs, semble désormais établi est que les Pouvoirs africains doivent tenir compte des volontés de leurs Peuples qui aspirent à plus de démocratie et de transparence ».

Un autre facteur fort important qui, selon ces fervents du continent, devrait constituer un socle sur lequel l'Afrique pourrait établir sa puissance, c'est « sa trajectoire de croissance irrésistible », c'est le caractère prometteur des taux de croissance des pays africains - que pourraient bien envier la France et l'Europe - qui, depuis une dizaine d'années, sont de 7% en moyenne pour l'Afrique de l'Ouest et 6% pour l'Afrique centrale.



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

Enfin, atout prépondérant pour l'émergence de l'Afrique à « sa pleine dimension de puissance internationale, dont la parole sera entendue et respectée », c'est, « (reposant) sur la prise de conscience d'une identité culturelle commune de l'ensemble des habitants de ces pays, dépassant ainsi les ethnies et tribus », l'intégration africaine en marche, marquée par l'intégration continentale que constitue l'Union africaine (UA) qui a succédé à l'Organisation de l'union africaine (OUA), en « se (structurant) autour de plusieurs organisations régionales (...) de plus en plus solides ».

Rassemblant les 54 pays du continent et constituant, selon les auteurs, « la matrice décisive du développement du continent noir », l'UA est « le laboratoire de dialogues et d'ajustements de l'expression politique du continent, vis à vis du reste du monde, dans tous les domaines de son développement ».

Considérant, par ailleurs, que « l'intégration régionale est cruciale, car c'est par elle que le continent africain va devenir une Puissance et tenir son rôle dans le monde entier », le couple est d'avis que « l'intégration économique régionale des pays francophones avance à un rythme satisfaisant et dessine le futur Géant africain, la Grande Puissance Continentale que nous espérons tous ».

A côté des ressources naturelles et humaines considérables dont il dispose en propre, pour promouvoir son avenir de grande puissance et lui permettre d'occuper sa place dans le concert des nations, le continent africain, comme l'expliquent les auteurs, bénéficie encore d'un ensemble remarquable de phénomènes géopolitiques qu'il partage tout spécialement avec la France, mais aussi avec l'Europe.

Il s'agit tout d'abord, forgé par la colonisation et le processus de décolonisation, des liens historiques exceptionnels et fort complexes qui lient l'Afrique et la France dont les peuples partagent un patrimoine commun qui « (leur) est intimité et complicité ».

Se référant à cette étroite proximité de l'Afrique avec la France, les auteurs mettent l'accent sur la langue commune qui les unit, cette langue que les Africains honorent par un « français châtié, (des) tournures de phrases impeccables, (un) vocabulaire riche et rare ».

« Malgré les tensions historiques, soulignent-ils, la langue française explique la sororité de la France avec de nombreux pays africains ». En tout cas, selon eux, « l'argent déversé par la puissance publique chinoise ne remplacera jamais les liens fraternels, ces liens d'intimité, de fraternité qui nous obligent les uns envers les autres ».

Même si « aujourd'hui le Continent Africain a développé des relations économiques et politiques sur toute la planète, notre histoire et notre langue communes, assurent-ils, constituent un acquis inestimable ».

Dans le même ordre d'idée, les auteurs appellent à « (porter) grande attention au sujet majeur de la francophonie, un des axes essentiels de la poursuite de notre histoire avec le Continent africain », en soulignant que « nous devons garder la priorité de ce lien au coeur de nos politiques, car ce patrimoine commun indéfectible constitue une garantie d'avenir et de paix pour les générations futures ».



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

Et, après avoir noté que « l'OIF [Organisation internationale de la francophonie], outre la langue, a pour mission de promouvoir les cultures de ses membres et de favoriser leur coopération linguistique, scientifique et politique », ils avancent encore que « la Francophonie et son organisation, l'OIF, jouent un rôle primordial pour la pérennisation de la langue française, l'épanouissement des cultures africaines, la structuration des économies, l'égalité des hommes et des femmes, le cheminement vers des régimes pleinement démocratiques car la langue véhicule l'éthique, la loi, et l'espérance ».

Mais outre notre histoire commune, la langue française partagée et la francophonie, les auteurs mentionnent que d'autres liens unissent encore l'Afrique et la France. Et à ce sujet, ils soulignent que tout au cours de la Cinquième République, les présidents de la République ont tous, depuis de Gaulle, attaché un intérêt prioritaire à maintenir les liens uniques entre la France et les États africains, liens restés solides pour encore d'autres raisons comme « notre devise « Liberté, Égalité, Fraternité » acceptée par tous » et « des cultures qui se sont mutuellement fécondées ». Un des aspects en ce sens du comportement des présidents de la République qui se sont succédé, c'est qu'ils n'ont jamais manqué chacun de réunir une fois par an en France les chefs d'État africains, une rencontre qui, nous confie Olivier Stirn qui y a souvent assisté, a pris « la force d'un rite qui rassemble, unit, permet les conversations informelles et confidentielles qui résolvent bien des crises ».

Il n'est pas étonnant de constater que la haute lisibilité de ces réunions au sommet entre la France et l'Afrique n'a pas, tout comme aux autres puissances industrielles traditionnelles, échappé aux « puissances émergentes » qui, soucieuses d'accroître leur visibilité et leur reconnaissance internationales, organisent de plus en plus, elles aussi, des rencontres similaires sur leur territoire. Et c'est ainsi qu'on voit se multiplier les organisations de sommets du type Chine-Afrique, Inde-Afrique, Corée-Afrique, Turquie-Afrique, Japon-Afrique, Afrique du Sud-Afrique, voire aussi Asa réunissant à l'initiative des autorités brésiliennes des sommets de chefs d'État et de gouvernement d'Amérique du Sud-Afrique.

Mais, toujours dans l'optique de la montée en puissance de l'Afrique à l'échelon planétaire, si la langue constitue un important facteur de fraternité et de coopération entre la France et le continent africain, elle joue aussi, comme le signalent les auteurs, un rôle quelque peu semblable entre l'Afrique et l'Europe.

En effet, expliquent-ils, les pays africains ont des liens avec l'ensemble des pays européens, les Africains parlant, en dehors du français, nombre d'autres langues du Vieux continent, comme l'anglais, le portugais, l'allemand et l'espagnol.

Relevant que « nos peuples se connaissent entièrement et partagent une Histoire commune », ils considèrent, qu' « un objectif essentiel s'impose : la construction de l'axe Eurafrique », lequel en constituant ainsi un « pont entre l'Asie et l'Amérique est une garantie d'équilibre géostratégique ».

Car, « objectif complexe, nécessaire et parfaitement réalisable », l'Eurafrique, qui, en outre, se présente, selon eux, comme « une entité naturelle et cohérente, puissant facteur de développement économique, industriel et stratégique », « constitue aussi un véritable bouclier



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

face aux tentations hégémoniques de la Chine, de la Russie et des États-Unis ». D'où la conviction absolue chez ces passionnés de l'Eurafrique que « l'Union européenne et l'Union africaine doivent structurer leurs coopérations ».

En tout cas, apparemment parfaitement acquise à l'idée que « sa croissance sera aussi la nôtre ! », Evelyne Stirn pronostique que « c'est l'Afrique qui va permettre à la France et à l'Europe de poursuivre leur trajectoire de prospérité ! »

Au nombre des initiatives qui « montrent la détermination des Africains de rejoindre définitivement la marche rapide du développement de leur Continent et de son intégration dans l'économie mondiale », les auteurs indiquent le microcrédit - dont Olivier Stirn s'entretenait souvent avec Jacques Attali, spécialiste mondial de ce mode de financement des petites affaires, à une époque où ils avaient été voisins de bureau à l'Élysée -, qui « tient une place importante dans l'économie du Continent en particulier en milieu rural ». Ils auraient pu encore mentionner d'autres dispositifs comme le service civique et surtout le mouvement des maisons familiales rurales, inventé en France, qui se répandent beaucoup en Afrique et dans la plupart des pays en développement.

Un autre dispositif qui aurait pu retenir leur attention, c'est le revenu universel qui consiste à verser à chacun des membres d'une collectivité politique un revenu primaire sans la contrainte du travail et qui a fait et continue à faire l'objet d'expérimentations et à être testé non sans succès notamment dans des pays d'Afrique, comme la Namibie et le Kenya (où les auteurs ont vécu leur voyage de noces).

Il est d'ailleurs remarquable qu'aux États-Unis, un nombre de plus en plus important d'entrepreneurs en particulier de la riche Silicone Valley (qui fort étonnamment manifeste un véritable engouement pour le dispositif) s'investissent dans le financement de tests d'expérimentation de revenu universel non seulement sur le territoire américain, mais aussi dans des pays africains comme le Kenya.

A ce sujet, je me permets aussi de rappeler que m'inspirant des idées exprimées dans les quatre dispositifs évoqués plus haut, j'ai élaboré, à l'écart, je crois, de toute idéologie ou position préconçue, un modèle socio-économique pour le mieux-être de tous dont, dans l'attente d'une publication plus conséquente, j'ai esquissé les grandes lignes dans un ouvrage intitulé *Manifeste pour le revenu de développement Dispositifs pour une vie meilleure* (Les impliqués Editeur, 2019).

A ce projet, fondé sur une refonte en profondeur du système fiscal, et qui apporte notamment sa contribution à la lutte contre la pauvreté, les inégalités, la précarité, le chômage, à l'amélioration de l'environnement, et à la prévention de l'insécurité et des violences, tous les groupements économiques, sociaux ou politiques ne pourraient probablement, toutes sensibilités confondues, qu'avoir avantage à associer, voire incorporer à leurs programmes ou orientations propres. Et ce, d'autant qu'on ne tarderait pas sans doute à s'apercevoir, à l'épreuve, que si le modèle - et notamment son dispositif central, le revenu de développement, ma version du revenu de développement - ne constitue pas en lui-même une solution à tous les problèmes, il rendrait possible nombre de solutions apparaissant difficilement ou peu réalisables à l'origine.



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

Par ailleurs, je n'aurai garde d'oublier que dès 2009, Olivier Stirn a fait à votre serviteur l'honneur et le plaisir de figurer parmi les personnalités éminentes qui ont apporté leur soutien à son modèle, dont je pense avoir montré qu'il était à la portée de toute communauté politique qui pourrait en recourir en l'adaptant à son propre contexte. Toute initiative visant sa mise en place dans les pays africains, avec notamment l'aide de la France et de l'Europe qui pourraient d'ailleurs leur servir d'exemple en l'instaurant elles-mêmes sur leur propre territoire, ne pourrait, à mon sens, que favoriser la réalisation des préconisations des auteurs pour le développement et la prospérité de l'axe Europe-Afrique.

Des trois motifs d'optimisme qu'ils nous invitent à partager avec eux à la fin de leur ouvrage, l'espérance (décollage décisif de l'économie africaine et prise de conscience réciproque de notre avenir lié), la persévérance (dans la course vers le succès), la résistance (pour faire face au danger nucléaire et répondre au défi écologique), c'est à l'espérance qu'Evelyne et Olivier Stirn semblent accorder la plus grande foi, car ils sont pleinement convaincus que ce « beau mot espérance » que, rappelle Olivier, comporte le titre de leur livre, est « pour l'Afrique [« qui porte une forte espérance pour le monde »] et aussi pour notre pays et pour l'Europe car nos destins sont irrémédiablement liés ».

Cependant, si les auteurs s'attachent avec une immense ferveur et beaucoup d'émotion et d'empathie à répertorier tout ce qui peut favoriser la montée en puissance au plan mondial du continent africain et à l'accès au bien-être durable des populations, ils ne manquent pas moins pour autant de repérer au passage les zones d'ombre, certains obstacles qu'il faudrait surmonter pour parvenir aux résultats espérés.

Et sur ce point, ils citent en particulier les efforts à déployer en vue de l'émergence d'une très large classe moyenne, de l'amélioration de la gestion de la dette, de la réalisation d'une entente forte entre l'Europe et l'Afrique, de la maîtrise de la démographie, de l'élimination de la corruption, des avancées vers la concorde et le règlement des différends par la négociation afin d'éviter les drames et traumatismes engendrés par le fléau des guerres et les crises séparatistes, vestiges de l'époque coloniale, qui perdurent.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur cet excellent ouvrage d'Evelyne et d'Olivier Stirn qui comporte en annexe la liste d'une trentaine de personnalités prestigieuses ou marquantes d'Europe et d'Afrique qu'ils s'honorent d'avoir rencontrées et qui continuent à les inspirer. En résumé, il apparaît que ce qu'ils s'attachent, avec d'ailleurs beaucoup de réussite, à nous persuader, c'est que les rapports positifs actuels entre la France et l'Afrique n'ont plus rien à voir avec certaines pratiques taxées de colonialisme ou néo-colonialisme de la relation France-Afrique de naguère que ses détracteurs dénonçaient parfois sous le néologisme Françafrique.

Emaillé d'anecdotes souvent savoureuses, qui empruntent autant à la grande qu'à la petite histoire, leur essai est agréable et facile à lire.

Il devrait fournir matière à réflexion non seulement aux Africains mais aussi à tous ceux qui s'intéressent à ce continent passionnant qui, appelé à un grand avenir, en forte et étroite coopération avec la France et l'Europe, « doit continuer d'écrire sa part de l'Histoire du monde ».

Raoul Danaho